

TIC-TAC HEBDO

Magazine du week-end — 14 juin 2026
L'hebdomadaire d'informations et d'actualités du groupe de presse TIC-TAC, basé à Goma, au Nord-Kivu.

PRIX 2500 Fc

- GOMA : CHADRACK AMANI SATISFAIT DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX À LA PETI...
- ERINGETI : UN HOMME ARRÊTÉ AVEC UNE ARME DE GUERRE
- RÉVISION DE LA CONSTITUTION : MOÏSE NYARUGABO CONTESTE L'ARGUMENT DE...
- BUTEMBO : UN INCENDIE DÉCLENCHÉ AU CENTRE DE TRAITEMENT D'EBOLA DE KA...
- BENI : UN TÉMOIGNAGE QUI INTERPELLE APRÈS

Groupe de Presse TIC-TAC 02, Avenue Bunia, Quartier Murara (derrière Instigo,) Goma, Nord-Kivu Tél. : +243 994 054 675 Email :stickrdc@gmail.com



BENI : NOUVELLE ATTAQUE MEURTRIÈRE À BOIKENE, À QUELQUES CENTAINES DE MÈTRES D'UNE POSITION MILITAIRE STRATÉGIQUE



POLITIQUE

KINSHASA : DEUX CORPS SIGNALÉS AU SIÈGE DE L'ECIDÉ APRÈS...



SANTÉ

ITURI : LA COMMUNAUTÉ YIRA DE DJUGU DÉNONCE DES MENACES...



SÉCURITÉ

BARAKA : LE COLONEL MAKELELE, DÉCLARÉ MORT APRÈS UNE...



ÉDITORIAL

BENI ET KINSHASA : DEUX URGENCES, UNE SEULE NATION

Par Paulin Kibando Sengi

La semaine écoulée a offert au pays

deux visages contrastés de la même crise : à Beni, les ADF ont encore frappé aux portes de la ville, tuant des civils à Boikene et à Kididiwe ; à Kinshasa, la rue politique s'est embrasée, laissant des blessés et des morts au lendemain de manifestations de l'opposition.

Dans l'Est, la question n'est plus celle des discours : c'est celle de la protection des populations. Chaque attaque relance le débat sur la stratégie militaire, sur l'état de siège, sur les forces locales évoquées la semaine précédente. Mais sur le terrain, les familles n'attendent ni des promesses ni des polémiques : elles attendent la paix. À Kinshasa, le débat sur la révision constitutionnelle occupe l'espace public pendant que Moïse Nyarugabo et d'autres voix contestent les arguments juridiques avancés. La démocratie suppose le débat ; elle n'excuse ni la violence ni l'impunité.

Quand des sièges de partis sont assiégés et que des vies sont perdues, l'urgence est aussi nationale.

Entre l'épidémie d'Ebola à Katwa, les menaces contre la communauté Yira à Djugu et les travaux économiques à Goma, la République démocratique du Congo avance sous tension. TIC-TAC HEBDO le constate chaque semaine : sécurité, santé et gouvernance ne sont pas des rubriques séparées — ce sont les piliers d'un même État.

Notre devoir de presse reste de relier les faits à leur sens pour le peuple congolais. Car derrière chaque titre, il y a des vies, des choix politiques et des responsabilités collectives.

Que les autorités entendent enfin la même urgence à Beni comme à Kinshasa : celle d'un peuple qui refuse d'être spectateur de sa propre histoire.

RODRIGUEZ KATSUVA : DE LA « RADIO À REGARDER » À LA LUTTE MONDIALE CONTRE LA DÉSINFORMATION



À seulement 34 ans, Rodriguez Katsuva s'est imposé comme l'une des figures les plus connues du journalisme numérique congolais. Journaliste, formateur et spécialiste du fact-checking, son parcours illustre l'ascension d'une génération de jeunes professionnels qui ont su transformer leur passion pour l'information en un engagement reconnu bien au-delà des frontières de la République démocratique du Congo.

Né à Goma en 1992, Rodriguez Katsuva découvre très tôt l'univers des médias. Entre 2008 et 2010, alors qu'il est encore adolescent, il fait ses premiers pas à Radio Kivu 1. Cette station, qui diffusait simultanément en FM et en télévision UHF, était connue sous le surnom de « la radio à

regarder ». C'est dans ce cadre qu'il se forme comme animateur, présentateur et reporter de terrain.

À seize ans à peine, il participe déjà à la couverture de l'actualité dans une région marquée par les défis sécuritaires et humanitaires. Cette expérience précoce lui permet d'acquérir les bases d'un métier qu'il exercera avec passion au fil des années. Avec l'évolution du numérique et l'explosion des réseaux sociaux, Rodriguez Katsuva s'intéresse progressivement à la vérification des faits. Conscient des dangers liés à la désinformation, il s'engage dans la promotion d'une information fiable et vérifiée.

Cette orientation le conduit à jouer un rôle important au sein de Congo Check, plateforme spécialisée dans le fact-checking devenue une référence en République démocratique du Congo. À travers ce travail,

des centaines d'informations circulant sur Internet et les réseaux sociaux sont analysées et vérifiées afin de lutter contre les manipulations et les fausses nouvelles. L'une des plus importantes reconnaissances de ce parcours intervient lorsque Congo Check rejoint le programme international de vérification des faits de Meta, maison mère de Facebook et Instagram. Cette collaboration place l'initiative congolaise parmi les acteurs participant à la lutte mondiale contre la désinformation sur les réseaux sociaux.

Parti d'un studio de radio à Goma à l'âge de seize ans, Rodriguez Katsuva contribue aujourd'hui à un mécanisme international qui influence la qualité de l'information consommée quotidiennement par des millions d'utilisateurs à travers le monde. Parallèlement à ses activités journalistiques, il s'investit dans la formation des jeunes professionnels des médias et dans l'éducation aux médias, partageant son expérience dans les domaines du journalisme numérique et de l'utilisation responsable des réseaux sociaux.

Son parcours démontre qu'à partir de Goma, il est possible de bâtir une carrière ayant un impact national et international. De la « radio à regarder » à la lutte mondiale contre la désinformation, Rodriguez Katsuva incarne l'émergence d'une nouvelle génération de journalistes africains engagés pour une information plus fiable et plus responsable.

Par Paulin Kibando Sengi Pour TIC-TAC HEBDO

KINSHASA : MARTIN FAYULU BLESSÉ, LE SIÈGE DE L'ADBC ASSIÉGÉ LORS D'UNE JOURNÉE DE FORTES TENSIONS POLITIQUES



La journée de mercredi a été marquée par de vives tensions à Kinshasa autour de la contestation du projet de révision constitutionnelle. Alors que des images montrent Martin Fayulu présentant des blessures apparentes après des accrochages avec les forces de l'ordre, Prince Epenge dénonce de son côté le siège de l'ADBC Congo par des militants de la Force du Progrès et

accuse les autorités de laisser l'opposition sans protection.

Des incidents ont éclaté mercredi à Kinshasa après l'interdiction d'un sit-in que l'opposition prévoyait d'organiser contre le projet de révision constitutionnelle.

Selon plusieurs informations relayées sur place, les forces de l'ordre sont intervenues pour empêcher la tenue de cette manifestation, provoquant des accrochages avec des militants de l'opposition. Des vidéos

parvenues à notre rédaction montrent notamment Martin Fayulu avec des blessures apparentes après ces incidents. Les circonstances exactes dans lesquelles l'opposant a été touché n'étaient pas encore officiellement établies.

Parallèlement, de nouvelles tensions ont été signalées au siège de l'ADBC Congo dirigé par Prince Epenge. Ce dernier affirme que son siège a été assiégé par des éléments de la Force du Progrès, structure de mobilisation associée à l'UDPS. Des blessés auraient été enregistrés au cours de ces incidents. Dans plusieurs interventions diffusées sur les réseaux sociaux, Prince Epenge a lancé un cri d'alarme, accusant la Police nationale congolaise ainsi que le ministère de l'Intérieur de ne pas intervenir pour assurer la protection des membres de l'opposition malgré les appels à l'aide formulés sur place. Ces événements interviennent dans un contexte de forte tension politique autour de la question de la révision constitutionnelle, un projet qui continue d'opposer le pouvoir et plusieurs figures de l'opposition. Au moment de la rédaction de cet article, aucun bilan officiel des incidents ni aucune réaction détaillée des autorités n'avaient encore été rendus publics.

BARAKA : LE COLONEL MAKELELE, DÉCLARÉ MORT APRÈS UNE TENTATIVE DE SUICIDE, EST TOUJOURS VIVANT

Mise à jour du 10 juin 2026 — Cet article actualise notre publication du 9 juin 2026 sur la tentative de suicide du colonel Makelele à Baraka, qui annonçait initialement son décès.



Déclaré mort à la suite d'une tentative de suicide par arme à feu, le colonel Makelele, commandant du secteur des Forces armées de la République démocratique du Congo à Fizi, est en réalité toujours vivant. Il est actuellement pris en charge à l'hôpital de

Baraka.

L'officier s'est tiré une balle dans la gorge avec son revolver au niveau de l'hôtel Musambya, situé dans le quartier Mushimbya II, dans le sud de la ville de Baraka, au Sud-Kivu, dans l'Est de la RDC. Le drame s'est produit aux alentours de 17 h 30, heure locale, la veille de cette publication. Grièvement blessé à la bouche et au cou, il avait perdu connaissance, ce qui avait initialement laissé croire à son décès.

Ce matin du 10 juin, le colonel Makelele affirme avoir eu des différends avec le commandant région par intérim concernant les revenus des exploitants miniers chinois. Selon des sources locales, ce geste ferait suite à des désaccords entourant son arrestation imminente.

Bien que les circonstances exactes restent à éclaircir officiellement par la hiérarchie militaire, des rapports préliminaires indiquent que cet officier supérieur faisait l'objet d'une convocation à Kinshasa, où sa mise aux arrêts était envisagée.

Les autorités militaires et sanitaires n'ont pas encore communiqué officiellement sur l'état de santé détaillé du colonel ni sur les suites judiciaires ou disciplinaires éventuelles.

Par la rédaction de TIC-TAC HEBDO

BENI : NOUVELLE ATTAQUE MEURTRIÈRE À BOIKENE, À QUELQUES CENTAINES DE MÈTRES D'UNE POSITION MILITAIRE STRATÉGIQUE



Mercredi 11 juin, des présumés combattants des Forces démocratiques alliées (ADF) ont de nouveau frappé au quartier Boikene, cellule Munzambayi, dans la commune de Ruwenzori, à quelques centaines de mètres d'une position militaire stratégique, selon les dernières informations recueillies par notre rédaction.

Des habitants rapportent que plusieurs civils auraient été tués lors de cette incursion, tandis que des habitations ont été incendiées, comme en témoigne une image parvenue à notre rédaction.

Le bilan exact des victimes n'avait pas encore été établi officiellement et les services de sécurité gardaient le silence sur les circonstances précises de cette nouvelle attaque au moment de la rédaction initiale de cette information.

Cette tragédie intervient dans un contexte de recrudescence des violences attribuées aux ADF dans plusieurs localités du territoire de Beni, où les populations vivent sous la menace d'incursions répétées malgré la présence renforcée des forces de l'ordre et l'installation des institutions provinciales dans la région.

Par la rédaction de TIC-TAC HEBDO

ITURI : LA COMMUNAUTÉ YIRA DE DJUGU DÉNONCE DES MENACES ET APPELLE À LA PROTECTION DES AUTORITÉS

La communauté Yira/Kyaghanda de Djugu a exprimé sa vive préoccupation face à ce qu'elle qualifie de montée de la stigmatisation, des menaces et des violences visant ses membres dans plusieurs localités du territoire de Djugu ainsi que dans la ville de Bunia.

Dans une déclaration rendue publique le 13 juin 2026, les représentants de cette communauté, composée notamment de ressortissants du Nord-Kivu et du Sud-Kivu installés en Ituri, affirment que plus de 70 de leurs membres ont perdu la vie depuis le mois de mars dernier.

La communauté dénonce également ce qu'elle considère comme une campagne de désinformation l'accusant d'être à l'origine de la maladie qui touche actuellement certaines zones de la province. Selon ses responsables, ces accusations alimenteraient un climat de méfiance et de tension entre les différentes composantes de la population.

Le document fait également état de restrictions imposées à certains membres de la communauté dans l'exercice de leurs activités commerciales. Les signataires affirment que des interdictions leur auraient été imposées dans plusieurs centres commerciaux, notamment à Mongbwalu, Pluto, à la barrière Mabanga ainsi que dans certains secteurs de la ville de Bunia.

Plus inquiétant encore, la communauté Yira/Kyaghanda affirme que des menaces de mort seraient régulièrement proférées contre des personnes refusant d'obéir à des injonctions leur demandant de quitter certaines zones du territoire.

Face à cette situation, les responsables communautaires rappellent que la Constitution de la République démocratique du Congo garantit à tous les citoyens la liberté de circulation, d'établissement et de commerce sur l'ensemble du territoire national. Ils estiment que les actes de stigmatisation et les discours de haine observés



ces derniers mois constituent une menace pour la cohésion sociale et le vivre-ensemble.

La communauté demande aux autorités compétentes d'assurer la sécurité des personnes visées, d'ouvrir des enquêtes afin d'identifier les auteurs des menaces et des violences dénoncées, ainsi que de renforcer les actions de sensibilisation destinées à lutter contre la stigmatisation et à promouvoir la coexistence pacifique entre les différentes communautés de l'Ituri.

Tout en réaffirmant son attachement à la paix et à l'unité nationale, la communauté Yira/Kyaghanda Djugu se dit disposée à collaborer avec les autorités pour favoriser un climat de confiance et de stabilité dans la province.

Par la rédaction de TIC-TAC HEBDO

BENI : UN TÉMOIGNAGE QUI INTERPELLE APRÈS LE NOUVEAU MASSACRE DE BOIKENE

Au lendemain du meurtre signalé ce matin au quartier Boikene, cellule Munzambayi, un habitant, monsieur Loswire shabani, affirme avoir effectué une visite dans le camp militaire situé à quelques mètres du lieu de l'attaque.

Selon son témoignage, il n'aurait trouvé sur place que trois militaires, dont deux souffrant de troubles mentaux et un autre présentant un handicap physique.

« Après tout ce que les ADF font subir à la population, le moral est à bout. Le plus choquant est que le camp militaire le plus proche du lieu du drame se trouve à moins de 300 mètres. En le visitant, je n'y ai trouvé que trois militaires : deux souffrant de troubles mentaux et un autre handicapé



d'une jambe. Dans ces conditions, devons-nous continuer à nous taire ? », s'interroge-t-il.

Si ces affirmations venaient à être confirmées, elles soulèveraient de sérieuses questions sur le dispositif sécuritaire déployé dans une zone

régulièrement ciblée par les attaques des ADF.

Pendant ce temps, la population de Beni continue de payer un lourd tribut à l'insécurité, tandis que les auteurs de ces violences poursuivent leurs incursions meurtrières contre les civils.

GOMA : CHADRACK AMANI SATISFAIT DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX À LA PETITE BARRIÈRE

Le Vice-Gouverneur du Nord-Kivu en charge des finances, de l'économie et du développement, Chadrack Amani Bahati, a effectué ce lundi 8 juin 2026 une visite d'inspection au poste frontalier de la Petite Barrière à Goma afin d'évaluer l'état d'avancement des travaux de modernisation entrepris sur ce site stratégique reliant la République démocratique du Congo au Rwanda.

Accompagné du maire de Goma, Désiré Ngabo Kisuba, ainsi que des ingénieurs chargés de l'exécution du projet, le Vice-Gouverneur a visité plusieurs infrastructures en cours de construction. Cette descente visait notamment à s'assurer du respect des normes techniques et du calendrier prévu pour la réalisation des ouvrages. À l'issue de la visite, Chadrack Amani Bahati s'est déclaré satisfait du niveau d'avancement des travaux. Il a salué les efforts fournis par les équipes techniques et encouragé les entreprises engagées sur le chantier à maintenir le rythme afin de livrer des infrastructures répondant aux exigences d'un poste frontalier moderne.

Selon les responsables du projet, les aménagements en cours comprennent la construction de nouveaux bâtiments destinés aux



services douaniers, migratoires, financiers ainsi qu'aux différentes structures de contrôle présentes à la frontière. Des bureaux administratifs, des entrepôts modernes, des installations sanitaires conformes aux standards internationaux ainsi que des aires de stationnement adaptées aux besoins du trafic transfrontalier sont également prévus.

Considérée comme l'une des principales portes d'entrée de la ville de Goma, la Petite Barrière joue un rôle essentiel dans les échanges commerciaux et la mobilité des populations entre les deux pays. Les travaux en cours visent à améliorer les conditions d'accueil, renforcer l'efficacité des services frontaliers et faciliter les activités économiques.

Après cette visite, le Vice-Gouverneur a poursuivi sa tournée dans plusieurs quartiers de la ville afin de s'enquérir du déroulement des activités socio-économiques et de recueillir les préoccupations des habitants.

Il convient de rappeler que ce vaste programme de modernisation est financé sur fonds propres du Gouvernement provincial du Nord-Kivu sous l'administration de l'AFC/M23.



BUTEMBO : UN INCENDIE DÉCLENCHÉ AU CENTRE DE TRAITEMENT D'EBOLA DE KATWA EST MAÎTRISÉ À TEMPS

Un début d'incendie provoqué par des individus non identifiés a été maîtrisé avant de se propager aux installations du Centre de traitement d'Ebola (CTE) de Katwa à Butembo. L'intervention rapide des policiers et du personnel de santé a permis d'éviter des dégâts importants.

Des individus non encore identifiés ont tenté d'incendier le Centre de traitement d'Ebola (CTE) de Katwa, en ville de Butembo, dans la province du Nord-Kivu.

Selon des témoignages recueillis au sein de la zone de santé de Katwa, les assaillants, vêtus de blousons ressemblant à ceux portés par le personnel soignant, se seraient introduits dans l'enceinte du centre avant d'asperger plusieurs installations d'essence.

Leur tentative a toutefois été rapidement neutralisée grâce à l'intervention des policiers chargés de la sécurité du site ainsi que du personnel hospitalier. Le feu a été maîtrisé avant de se propager aux autres infrastructures de l'hôpital.

Aucune perte en vie humaine ni dégât important n'ont été signalés. Les motivations des auteurs de cette tentative demeurent



inconnues à ce stade.

Une enquête a été annoncée afin d'identifier les responsables et de déterminer les circonstances exactes de cet incident survenu dans un contexte où les structures sanitaires jouent un rôle crucial dans la surveillance et la prise en charge des maladies épidémiques.

ERINGETI : UN HOMME ARRÊTÉ AVEC UNE ARME DE GUERRE



Alors que le débat sur les causes de l'insécurité dans le Grand Nord continue d'alimenter les discussions politiques et sécuritaires, l'interpellation d'un homme transportant une arme de guerre à Eringeti relance les interrogations sur la circulation des armes et les réseaux qui alimentent les violences dans la région de Beni.

Les services de sécurité de la barrière d'Eringeti, dans le territoire de Beni, ont interpellé mardi 9 juin 2026 un homme identifié comme Muhindo Fiston alors qu'il transportait une arme de type AK-47 ainsi que cinq chargeurs dissimulés dans son sac. Selon les premières informations, le suspect provenait de la ville de Butembo et se dirigeait vers une destination qui n'a pas encore été précisée par les autorités. Cette arrestation intervient dans un contexte

marqué par une recrudescence des attaques attribuées aux ADF dans le Grand Nord. Plusieurs personnalités de la région, dont l'ancien député Simon Muhayirwa Kazungu, soutiennent que l'insécurité actuelle serait alimentée par l'infiltration d'éléments en provenance d'autres parties du Nord-Kivu, notamment des territoires proches de la frontière rwandaise et actuellement sous administration de l'AFC/M23. Sans préjuger des conclusions de l'enquête, cette nouvelle interpellation relance le débat sur la circulation des armes et les mécanismes qui continuent d'alimenter l'insécurité dans la région de Beni. Les services compétents poursuivent leurs investigations afin d'établir l'origine de l'arme, la destination du suspect et les éventuelles ramifications de cette affaire. Les populations de Beni et du Grand Nord attendent désormais que cette affaire contribue à éclairer les circuits d'approvisionnement en armes et les modes opératoires des auteurs des massacres qui endeuillent la région. Toute information susceptible d'aider à comprendre et à mettre fin à ces violences serait accueillie avec intérêt par une population en quête de sécurité et de vérité.

Par la rédaction de TIC TAC HEBDO

NORD-KIVU : LES ADF FRAPPENT À NOUVEAU AUX PORTES DE BENI, AU MOINS CINQ CIVILS TUÉS À KIDIDIWE



Une nouvelle attaque attribuée aux terroristes ougandais de l'ADF a été signalée en pleine journée ce vendredi 12 juin dans l'agglomération de Kididiwe, située à environ trois kilomètres à l'est de la ville de Beni. Selon les premières informations recueillies sur place, au moins cinq civils ont été tués lors de cette incursion, tandis que le bilan reste provisoire et pourrait s'alourdir.

L'attaque aurait débuté aux environs de 10h30, lorsque des hommes armés identifiés comme appartenant aux Forces démocratiques alliées (ADF) ont investi cette localité, semant la panique parmi les habitants. Plusieurs sources locales rapportent que les assaillants ont ciblé des civils avant de se retirer vers des zones encore non précisées.

Cette nouvelle tragédie intervient dans un contexte marqué par la recrudescence des violences attribuées aux ADF dans le territoire de Beni. Malgré la présence des institutions provinciales installées dans la

région depuis le déplacement du centre administratif du Nord-Kivu vers Beni, les populations continuent de subir des attaques répétées.

Les habitants dénoncent particulièrement l'absence d'intervention rapide des forces loyalistes lors de plusieurs incursions enregistrées ces derniers mois. Certains affirment que des signes précurseurs de ces attaques existent parfois, notamment à travers des tracts abandonnés dans certains villages avant le passage des assaillants.

Alors que les autorités n'ont pas encore communiqué officiellement sur cette nouvelle attaque, l'inquiétude grandit au sein de la population qui redoute une intensification des opérations de ce groupe armé affilié à l'organisation État islamique. Une fois de plus, cette attaque relance les interrogations sur l'efficacité du dispositif sécuritaire déployé dans la région de Beni, où les civils continuent de payer le plus lourd tribut à l'insécurité.

KINSHASA : DEUX CORPS SIGNALÉS AU SIÈGE DE L'ECIDÉ APRÈS DES AFFRONTEMENTS LIÉS À LA MANIFESTATION DE L'OPPOSITION

La tension est montée d'un cran mercredi à Kinshasa lors de la mobilisation de l'opposition contre le projet de révision constitutionnelle. Alors que Martin Fayulu est apparu blessé après des accrochages avec les forces de l'ordre, deux corps sans vie auraient été découverts au siège de l'ECiDé à l'issue des violences.

La journée de mercredi a été marquée par de graves incidents dans plusieurs communes de Kinshasa après l'interdiction d'un sit-in de l'opposition contre le projet de révision constitutionnelle.

Selon plusieurs informations relayées sur place, des affrontements ont opposé des militants de l'opposition à des éléments de la police ainsi qu'à des militants présentés comme membres de la Force du Progrès, mouvement associé à l'UDPS.

Des vidéos parvenues à notre rédaction montrent notamment Martin Fayulu présentant des blessures apparentes après ces incidents.

Dans le même temps, des sources proches de l'opposition signalent la présence de deux corps sans vie au siège de l'ECiDé, le parti de l'opposant, à la suite des violences survenues dans la capitale.

Par ailleurs, Prince Epenge, de l'ADBC Congo, affirme que le siège de son parti a également été assiégé par des militants de la Force du Progrès. Il accuse la Police nationale congolaise et le ministère de l'Intérieur de n'avoir pris aucune disposition pour assurer la sécurité des militants de l'opposition malgré les alertes lancées durant les incidents.

Au moment de la rédaction de cet article, aucune communication officielle n'avait encore confirmé l'identité des victimes ni les circonstances exactes de leur décès. Les bilans disponibles



demeurent provisoires et pourraient évoluer au fur et à mesure des enquêtes.

Ces événements interviennent dans un climat politique particulièrement tendu, où le débat sur la révision constitutionnelle semble accentuer davantage les divisions entre le pouvoir et l'opposition.

Par la rédaction de TIC-TAC HEBDO

RÉVISION DE LA CONSTITUTION : MOÏSE NYARUGABO CONTESTE L'ARGUMENT DE L'ARTICLE 217



Dans une analyse juridique rendue publique à Goma, l'ancien sénateur Moïse Nyarugabo affirme que l'article 217 de la Constitution n'autorise nullement la cession d'une partie du territoire national à un État étranger. Pour lui, l'utilisation de cette disposition pour justifier une révision constitutionnelle relève davantage d'une stratégie politique que d'une nécessité juridique.

Le débat sur la révision de la Constitution de la République démocratique du Congo continue de susciter des réactions au sein de la classe politique et de l'opinion publique. Alors que plusieurs responsables politiques soutiennent la nécessité de modifier la loi fondamentale, l'ancien sénateur Moïse Nyarugabo vient d'apporter sa lecture juridique d'une des dispositions les plus controversées du moment : l'article 217.

Dans sa démonstration, l'ancien parlementaire rappelle que cette disposition ne date pas de la Constitution de 2006. Selon lui, des articles similaires existaient déjà dans les différentes constitutions qui ont régi le Congo depuis l'indépendance. Il

soutient également que plusieurs États africains disposent de mécanismes comparables permettant des accords d'intégration régionale ou continentale dans le cadre de la promotion de l'unité africaine. À travers cette sortie médiatique, Moïse Nyarugabo cherche à démontrer que l'article 217 n'a jamais été conçu pour permettre l'abandon d'une partie du territoire national. Selon son analyse, cette disposition concerne plutôt les engagements internationaux et les processus d'intégration régionale auxquels adhèrent les États africains.

Au-delà du débat juridique, cette prise de position met en lumière une fracture politique de plus en plus visible. D'un côté, les partisans de la révision constitutionnelle estiment que la Constitution actuelle ne répond plus suffisamment aux défis auxquels le pays est confronté. De l'autre, les opposants soupçonnent l'existence d'objectifs politiques plus larges susceptibles de modifier l'équilibre institutionnel actuel.

Cette controverse intervient alors que la RDC demeure confrontée à de nombreux défis, notamment l'insécurité persistante dans l'Est du pays, les questions de gouvernance, la lutte contre la corruption, l'amélioration des conditions sociales et la

relance économique. Pour de nombreux observateurs, ces préoccupations apparaissent aujourd'hui comme les véritables urgences de la population. La sortie de Moïse Nyarugabo relance ainsi un débat qui dépasse largement la seule question de l'article 217. Elle pose la question de la pertinence d'une réforme constitutionnelle dans le contexte actuel et rappelle l'importance d'un dialogue national capable de rassembler les différentes sensibilités politiques autour de l'avenir du pays.

Quelles que soient les positions défendues par les uns et les autres, une éventuelle réforme de la Constitution ne pourra produire des effets durables que si elle repose sur un large consensus et sur l'adhésion de la majorité des Congolais.

Par la rédaction de TIC-TAC HEBDO.

RÉDACTION CENTRALE — N°012

Équipe rédactionnelle

Membres

• Paulin kibando sengi

• Marty Dacruz Olemba

• Awa Jean de Dieu

• Guellord Risasi

• Anselme Syangoma

Collaborateurs — Sport

• Javier Maroy

• Daniel BISIBU